

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: 1436

Artikel: Dépenses militaires : la FTMH change son fusil d'épaule
Autor: Tille, Albert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026105>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La FTMH change son fusil d'épaule

Le syndicat de la métallurgie ouvre les feux. Il soutient l'initiative socialiste sur la diminution de moitié des dépenses militaires. L'amaigrissement de l'armée a déjà éliminé 20000 emplois en dix ans. L'initiative, avec ses mesures de reconversion devrait arrêter l'hémorragie. Et même améliorer globalement l'emploi en Suisse. Le peuple votera en novembre prochain. La campagne a commencé à coup de chiffres invérifiables.

LES SOCIALISTES VEULENT diminuer de moitié le budget de la défense nationale en dix ans à partir de l'acceptation de leur initiative. Celle-ci, intitulée « En faveur d'une redistribution des dépenses », fixe l'année de référence à 1987 et admet la compensation du renchérissement. Le message fédéral sur l'initiative constate que la réforme de l'armée et la modération des dépenses de défense nationale a déjà réalisé plus de la moitié des exigences socialistes ! En terme réel, les dépenses militaires ont baissé de 28 % par rapport à 1987.

En application de l'initiative, et compte tenu d'une inflation de 2 %, le budget militaire devrait atteindre 4 milliards de francs en 2012 au lieu de 6 milliards comme le prévoit le Département de la défense qui parle d'une stabilisation au niveau actuel. C'est sur la base de ces chiffres que le Parlement propose de rejeter l'initiative, qui, selon le message gouvernemental, « entraînerait la perte de milliers de places de travail » et « occasionnerait des dommages irréparables à notre défense nationale ».

L'armée des lunettes noires et roses

Le message fédéral noircit d'évidence la situation. On ne sait pas encore quelle sera la réforme « Armée XXI ». Comment pouvait-on donc déjà savoir, il y a plus d'une année – le message est daté de mars 1999 – ce que coûtera l'armée en 2012 ? Le message dénie, par avance, toute efficacité aux mesures de reconversion en faveur des entreprises du secteur public ou privé travaillant pour l'armée. Il conclut que l'initiative est dangereusement mangeuse d'emplois. Quelque 6000 postes de travail seraient appelés à disparaître.

Le syndicat FTMH prend le pari inverse et regarde la situation avec des lunettes roses. S'appuyant sur une étude de Peter Hug, professeur d'histoire à l'Université de Berne, il fait confiance à la capacité d'innovation et de reconversion de l'économie. Il conclut que l'initiative socialiste va stimuler l'emploi. En 1990, 40000 emplois dans le secteur public et privé étaient induits des dépenses militaires. Il n'y en a plus que 20000 actuellement. L'essentiel de la restructuration a eu lieu. Avec l'aide à la reconversion

provenant des économies réalisées sur le budget militaire, les emplois actuellement liés à l'armée pourront être maintenus à leur niveau actuel. En terme d'emplois, l'initiative fait donc aussi bien que le Département de la défense.

Des investissements plus productifs

Mais les vertus de l'initiative devraient aller plus loin encore. S'appuyant sur des études de l'OCDE et le FMI, Peter Hug relève que les pays dont l'économie est moins dépendante de l'armée possèdent un avantage concurrentiel sur le plan international. Les investissements dans le civil sont plus productifs que dans le militaire. La Suisse dépense chaque année 1416 francs par habitant, plus que maints pays de l'OTAN comme la Norvège (1045 francs) ou la France (1024 francs). Une diminution de l'effort militaire améliorerait donc les conditions-cadres de l'économie. Ce serait particulièrement le cas en Suisse où l'économie supporte des frais importants, notamment par le remboursement quoique partiel des absences dues aux cours de répétition. Dopée par l'amaigrissement de l'armée, l'économie suisse devrait créer 14500 emplois supplémentaires.

Les chiffres avancés par Peter Hug ne parviennent pas à convaincre. Pas plus d'ailleurs que ceux du message fédéral qui prédit la suppression des 6000 postes de travail en cas d'acceptation de l'initiative. Il est difficile, de bonne foi, de faire des prévisions à douze ans sur l'emploi. Le parrainage par la FTMH de l'étude du chercheur bernois apporte cependant un enseignement politique très clair. Le syndicat a cessé d'être le soutien inconditionnel des dépenses d'armement censées contribuer à la prospérité des travailleurs de la métallurgie. L'événement n'est pas mineur. Il enlève aux adversaires de l'initiative l'argument émotionnel de la menace contre l'emploi. Restera donc pour eux à prouver que la diminution, voire la disparition de la menace d'invasion de la Suisse justifie le maintien du budget militaire actuel. Or il apparaît que même Pascal Couchepin et les milieux économiques se mettent à douter du credo chanté par le Département de la défense. *at*